



Version tribune — Le Monde (Idées / Tribunes)

École primaire : la République commence avant 11 ans

On le murmure dans les salles des maîtres, on le constate dans les évaluations publiques, on l'esquive souvent dans le débat politique : l'école primaire est devenue l'un des derniers lieux où se joue concrètement la possibilité de faire société.

Dans un pays traversé par la fragmentation sociale, les tensions identitaires et la défiance envers les institutions, il existe pourtant un moment décisif, largement sous-estimé : celui où l'enfant apprend à lire, à écrire, à compter, mais aussi à raisonner, à se comporter avec les autres et à intérioriser des règles communes.

Or cette étape fondatrice est aujourd'hui soumise à des tensions croissantes. Les données publiques convergent : baisse du niveau de lecture observée dans plusieurs évaluations nationales, fatigue et perte de sens chez les enseignants, disparités territoriales persistantes, accumulation d'injonctions parfois contradictoires. Ces constats ne relèvent ni de la nostalgie ni de l'idéologie ; ils sont documentés.

Cette tribune n'entend pas ajouter un diagnostic de plus. Elle pose une question simple et dérangeante : à force d'élargir sans cesse les missions assignées à l'école primaire — sociales, thérapeutiques, administratives, numériques, inclusives — n'a-t-on pas progressivement dilué sa mission première ?

Instruire n'est pas seulement transmettre des savoirs techniques. C'est établir un pacte exigeant entre l'enfant, sa famille, les enseignants et la puissance publique. Un pacte fondé sur l'attention, l'effort, le respect des règles communes, la rigueur intellectuelle et la confiance dans la valeur de la connaissance. Or ce pacte semble aujourd'hui fragilisé.

On invoque parfois les « Hussards noirs » de la République comme une figure nostalgique. Mais ce qui frappe dans leur héritage n'est pas le passé qu'ils incarnent, c'est la clarté de leur mission : former des citoyens capables de partager un langage commun, un socle de références et une capacité de jugement autonome.

La question n'est donc pas de revenir en arrière, mais de savoir si l'école primaire doit se contenter de refléter une société instable, fragmentée et pressée, ou si elle doit rester un lieu de résistance constructive, capable de donner aux enfants des repères solides pour penser et dialoguer.

Sans maîtrise des savoirs fondamentaux, sans autorité pédagogique reconnue, sans exigence partagée, l'égalité des chances devient un slogan vidé de sa substance. Et les fractures que l'on tente de réparer plus tard deviennent structurelles.

Pourquoi revenir à ces fondamentaux aujourd'hui ? Parce que l'école primaire constitue notre dernière frontière collective. Si les enfants ne partagent plus un langage commun, une logique commune et des règles minimales de dialogue, aucune politique publique ne pourra durablement « refaire société ».

La République ne commence ni à l'Assemblée nationale ni dans les discours. Elle commence en CP.

Le Cercle Avenir et Progrès, CAP, est un Think Tank citoyen, humaniste, laïque et indépendant, fondé en 2023, qui promeut le vivre-ensemble afin de faire nation, à travers la prospective et la réflexion sur les grands enjeux de société : éducation, économie, droit, sécurité, science, environnement.